RAPPORT N°76 DE SOS-TORTURE/BURUNDI PUBLIE LE 27 MAI 2017

Ce rapport de SOS-Torture couvre la période du 20 au 27 mai 2017 concernant les violations des droits de l'homme qui continuent à se commettre en toute impunité au Burundi.

Le rapport évoque les cas d'assassinats et d'attaques armées répertoriés. Au moins trois(3) personnes ont été tuées au cours de la dite période dans différentes localités. Avec ces attaques armées qui prennent une ampleur accrue ces derniers jours, dix (10) autres personnes ont été blessées dont huit (8) dans la seule localité de Kamenge à Bujumbura au cours d'une attaque à la grenade.

Au moins douze (12) personnes ont été arrêtées dans différentes localités dans la même période. Parmi ces arrestations que SOS Torture estime arbitraires, cinq (5) ont été menées par des membres de la milice Imbonerakure du parti au pouvoir CNDD FDD en complicité avec des autorités policières locales des lieux des exactions.

SOS-TORTURE

1. Atteintes du droit à la vie et à l'intégrité physique

- Un groupe armé a attaqué la localité de Kigaramango sur la route Bujumbura-Gatumba, commune Mutimbuzi, province Bujumbura (quelques kilomètres à l'ouest de la ville de Bujumbura) tout près de la frontière avec la République Démocratique du Congo le 20 mai 2017. Les auteurs de l'attaque ont abattu un certain Hilaire Muhamed avant de prendre le large, sans qu'ils ne soient identifiés. La police a annoncé l'arrestation de deux suspects, deux jours après l'attaque mais sans donner leurs identités.

M. Muhamed abattu près de la frontière burundo-congolaise

SOS-TORTURE

- Des individus non identifiés ont mené une attaque à la grenade au quartier Gikizi, zone Kamenge, commune Ntahangwa (nord de la ville de Bujumbura) le 21 mai 2017 dans la soirée. Huit (8) personnes ont été blessées : trois enfants, une femme et quatre hommes qui passaient tous à proximité du lieu de l'attaque. Des témoins rapportent que le domicile du chef de zone Kamenge était la cible de l'attaque. La police n'a pas encore identifié les auteurs.

- Des individus armés ont abattu un certain Kagemeri sur la colline Mwurire, zone Rugari, province Muyinga (nord du pays) le 21 mai 2017 dans la soirée. Les auteurs de l'attaque n'ont pas été identifiés par la police à ce jour.

- Un agent de police a tenté d'éliminer son collègue en lui tirant dessus à la position de police de Gihehe, commune Giheta, province Gitega (centre du pays) le 23 mai 2017. L'auteur de la tentative d'assassinat a été arrêté mais les mobiles derrières cette tentative d'assassinat ne sont pas encore élucidées.

- Des individus ont attaqué à la grenade le domicile de Lazare Baranzira sur la colline Nzozi, commune Bweru, province Ruyigi (Est du pays) le 21 mai 2017 dans la soirée. M. Baranzira (69 ans) a été grièvement blessé après l'attaque. Les auteurs de cette tentative d'assassinat n'ont pas été identifiés par la police à ce jour.

- Des individus armés ont assassiné un homme sur la route séparant le quartier 6 de la zone Ngagara et le quartier Kigobe, zone Ntahangwa (nord de la ville de Bujumbura) le 24 mai 2017 très tôt le matin. Ni les auteurs ni la victime n'ont été identifiée.

  SOS-Torture Burundi note qu'un autre assassinat a eu lieu dans le même secteur une semaine auparavant, sans que les auteurs ne soient également identifiés et appréhendés (**cfr rapport SOS-Torture Burundi N°75** : http://sostortureburundi.org/wp-content/uploads/2016/08/SOS-Torture-Burundi-nume%CC%81ro-75-Fr.pdf)

2. Atteintes du droit à la liberté et à la sécurité physique

- Des agents de la police congolaise ont arrêté le journaliste burundais Antéditeste Niragira, correspondant de la chaine allemande « Deutsche Welle » au Burundi, sur la frontière burundo-congolaise, côté d'Uvira (RDC) le 17 mai 2017. Le journaliste a été incarcéré durant 48 heures sans que les autorités congolaises n'informent ses proches ou ses employeurs, avant de confirmer sa détention pour *espionnage*.

  SOS-Torture Burundi a appris la libération du journaliste burundais, remis à la police burundaise le 22 mai 2017 ; qui l'a à son tour libéré le 23 mai 2017 après une nuit au cachot. M. Niragira n'était reproché que d'oubli de son accréditation avant d'entrer en RDC. SOS-Torture Burundi déplore cependant le silence des autorités congolaises sur le sort du journaliste durant deux jours, qui a été rompu suite aux multiples alertes de l'employeur de M. Niragira et de nombreuses autres associations de défense des journalistes et de la liberté de la presse.

Le journaliste Antéditeste Niragira à sa libération par la police burundaise après 4 jours de détention en RDC

SOS-TORTURE

- Des membres de la milice Imbonerakure ont illégalement arrêté quatre (4) hommes au centre de la province Cibitoke (nord-ouest du pays) le 20 mai 2017 dans la soirée. Des témoins rapportent que les quatre (4) personnes ont été par la suite emmenées au cachot du service national des renseignements de Cibitoke.

  SOS-Torture Burundi a appris des proches qu'ils sont accusés d'avoir tenté d'organiser une attaque armée contre les manifestants pro-gouvernementaux qui s'étaient réunis dans la journée pour soutenir le pouvoir. Le Service National des Renseignements n'a pas communiqué les raisons de ces détentions. Il s'agit d'arrestations illégales menées par des miliciens qui ne sont pas habilitées à faire de telles opérations, mais qui ne cessent de violer impunément la loi.

- Des membres de la milice Imbonerakure du parti au pouvoir CNDD FDD ont arrêté Pierre Ntirwinyegeza sur la colline Rukaragata, commune et province Ruyigi (Est du pays) le 22 mai 2017 dans la soirée à son domicile. M. Ntirwinyegeza a été interpellé illégalement.

  SOS-Torture Burundi a appris que M. Ntirwinyegeza avait répondu dans la journée, en toute bonne foi, à une convocation émise par l'officier du ministère public à propos d'un procès en cours sur un conflit foncier l'opposant à son voisin. Pierre Ntirwinyegeza est rentré après son interrogatoire, mais a été arrêté le même soir par des miliciens Imbonerakure qui voulaient s'immiscer dans cette affaire, accompagnés d'agents de la police qui n'avaient aucun mandat en mains.

  SOS-Torture Burundi note que l'officier du ministère public a ordonné la libération de M. Ntirwinyegeza le 24 mai 2017, après deux jours de détention illégale.

- Des agents du service national des renseignements ont arrêté Eric Ntirandekura et un autre homme qui était en sa compagnie sur la colline Nyamabere à la 12ème transversale, commune Mpanda, province Bubanza (Ouest du pays) le 23 mai 2017. Des témoins rapportent que les agents de la police présidentielle les ont embarqués sans mandats et sans communiquer aux proches leur destination.

  SOS-Torture Burundi a appris des proches que les deux hommes sont des militants du parti d'opposition FNL (Front National pour la Libération) des fidèles d'Agathon Rwasa (vice-président de l'Assemblée Nationale). Avant leur interpellation par le SNR, les deux hommes avaient subi des menaces des jeunes membres de la milice Imbonerakure du parti au pouvoir CNDD FDD.

- Des agents de la police ont arrêté quatre (4) personnes dans le quartier 6, zone Ngagara (nord de Bujumbura) le 24 mai 2017. Durant toute la durée des fouilles et perquisitions, aucune personne n'était autorisée à quitter le quartier ni y entrer. Des témoins

SOS-TORTURE

rapportent que les agents de police étaient accompagnés de militaires, et disaient rechercher des armes.

Les personnes arrêtées n'avaient pas de cahiers des ménages, un document exigé depuis le début de la crise particulièrement dans les quartiers dits contestataires et servant à contrôler les mouvements des personnes. SOS-Torture Burundi note à nouveau qu'il s'agit d'une restriction des libertés de mouvement par l'imposition d'un document nullement régi par la loi.

La campagne SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraire, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situées à la périphérie de la capitale

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat du Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre la Mairie de Bujumbura.